

## Le temps nécessaire de la démocratie



### Qu'est-ce que la gouvernance

Le terme de gouvernance est utilisé à tort et à travers. Il prend aujourd'hui des sens très divers et qui peuvent être contradictoires. Néanmoins, chez la plupart de ceux qui, au sein du secteur public comme au sein du secteur privé, emploient *sans arrière-pensée* le terme de gouvernance, celui-ci désigne avant tout un mouvement de décentralisation de la prise de décision, avec une multiplication des lieux et des acteurs impliqués dans cette décision.

Force est de constater que la gouvernance imposée par la loi LRU joue sur ce mot. Au niveau de l'Etat, la gouvernance permet en effet par décentralisation de rejeter les responsabilités des dysfonctionnements éventuels sur les universités. Inversement, au niveau de l'université, la notion de gouvernance est inversée, il y un « recentrement » fort de la prise de décision : président plénipotentiaire, conseil d'administration réduit, rôles uniquement consultatifs des autres conseils (CS et CEVU), inexistance de contre-pouvoirs (délitement des UFR), comités de sélection - remplaçant les commissions de spécialistes - réduits et proposés par le président qui possède un droit de veto sur les nominations.

Pour nous, la « gouvernance » d'une université doit justement être l'inverse de celle proposée par la LRU. L'Etat doit garder ses responsabilités par rapport aux universités et à l'enseignement public; les universités doivent adopter de fonctionnement un système encore plus démocratique.

### Le problème du temps et de la démocratie

A l'université - comme ailleurs - personne n'a le temps - ni donc le goût - de participer aux instances de direction. En effet, cette participation paraît impliquer~:

- un investissement important incompatible avec la charge de travail (d'enseignement, d'administration et de recherche) de toutes les personnes à l'université,
- un appétit de pouvoir - au moins léger - que peu de personnes ressentent.

Qui n'a pas participé à une réunion de travail où chacun baisse les yeux lorsqu'il s'agit de prendre une responsabilité~? On a beau jeu de s'indigner ensuite des décisions prises~! Le système démocratique est donc perverti par le manque de temps et le sentiment de ne plus avoir prise sur le déroulement des choses. Ceux qui désirent le pouvoir décident qu'ils ont le temps de participer aux instances. Et les autres, submergés par leur quotidien, voient leurs libertés se dissoudre dans la délégation de pouvoir.

***Ainsi, le paradoxe de la démocratie se trouve en ce qu'il faudrait élire ceux qui ne veulent justement pas du pouvoir.***

### Une alternative à la solution autocratique de la gouvernance

Notre réponse pour la démocratie à l'université est la solution collective. Les responsabilités à tous les niveaux doivent nécessairement reposer sur plusieurs têtes pour trois raisons:

- travailler à plusieurs augmente les chances d'avoir une bonne idée,
- plusieurs personnes disposent au total de plus de temps qu'une seule,
- plusieurs personnes sont plus représentatives qu'une seule.

Nous pensons que c'est cette réponse qui nous distingue **réellement** des autres listes. Nous n'avons rien à offrir « que du labeur, des discussions et de la contradiction ». Néanmoins, ce labeur, ces discussions et contradictions sont les garants de notre liberté. A chaque niveau de l'université, chacun doit prendre ses responsabilités, sous peine de se les voir confisquées par d'autres qui "prennent le temps".

Pour renouveler la démocratie à l'Université, à l'inverse de l'esprit de la LRU, nous proposons que le Conseil d'Administration ne prenne ses décisions que sur les propositions du Conseil Scientifique (CS) et du Conseil des Enseignements et de la Vie Universitaire (CEVU). Pour que ces derniers conseils fonctionnent de la meilleure manière, nous proposons que des commissions scientifiques et d'enseignement, par discipline et interdisciplinaires, ouvertes à tous, non élues, soient mises en place pour faire des propositions aux CS et CEVU. Ces commissions pourront réfléchir sur les axes de recherche nouveaux pouvant être mis en oeuvre à l'université, sur les formes d'organisation possibles des équipes de recherche, sur les innovations/améliorations en matière d'enseignements. Les participants ne seront pas forcément des élus parce qu'une bonne idée peut être minoritaire.

Nous croyons également qu'aujourd'hui, le développement des technologies de l'information - outils communicants et sites interactifs - ouvre au niveau de la pratique démocratique des perspectives qu'on utilise encore très mal~: il ne s'agit pas ici seulement de choisir le logo de l'université, mais bien sa politique d'enseignement et de recherche~! Même si ces échanges virtuels - qui peuvent être désocialisants lorsque mal utilisés - ne peuvent évidemment remplacer les échanges réels, l'université se doit d'être pionnière dans ces nouveaux apports à la démocratie.